

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Première session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 4 - 6 février 1998

## PROGRAMMES DE PAYS

### Point 6 de l'ordre du jour



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/98/6**  
23 décembre 1997  
ORIGINAL: ANGLAIS

## GUATEMALA - 1998-2002

### RÉSUMÉ

Le programme de pays envisagé requiert que le Conseil d'administration approuve, dans la limite des ressources disponibles, 15,7 millions de dollars pour les activités fondamentales et 4,1 millions de dollars pour les activités complémentaires. Sur les 15,7 millions de dollars, 8,9 millions représentent des allocations au titre de projets approuvés en cours d'exécution. Le gouvernement s'est engagé à fournir 38,9 millions de dollars au titre des activités fondamentales. Les activités fondamentales du programme du PAM sont ciblées sur un groupe de population comprenant en moyenne 122 700 bénéficiaires directs par an.

Le Guatemala est un pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), récemment sorti d'un conflit interne qui durait depuis 36 ans: un accord de paix a été signé à la fin de 1996. Quatre-vingts pour cent de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté et 60 pour cent se trouvent dans un état de dénuement extrême. Les indicateurs concernant la santé et l'éducation sont parmi les plus bas d'Amérique latine. Les recettes fiscales du gouvernement ne représentent actuellement que huit pour cent du produit intérieur brut (PIB). Lors d'une réunion du Groupe consultatif sur le Guatemala qui s'est tenue à Bruxelles au début de 1997, la communauté des donateurs s'est engagée à aider le pays dans les efforts qu'il déploie pour bâtir une société nouvelle. Une contribution se montant à 1,9 milliard de dollars a été annoncée à l'appui du processus de paix, sous réserve que le gouvernement applique l'accord de paix et entreprenne une réforme fiscale visant à dégager des recettes pour couvrir le coût des investissements sociaux. A une deuxième réunion du Groupe consultatif tenue au Guatemala en septembre 1997, il a été annoncé que 28 pour cent de ce montant avaient été versés. Les représentants des donateurs ont indiqué leur intention de continuer à soutenir le processus de paix.

La stratégie du programme de pays sera axée sur l'amélioration de la sécurité alimentaire grâce à l'augmentation de la productivité, à la création d'une infrastructure productive et sociale, et au développement humain par le biais d'une assistance en faveur des femmes et des enfants. L'aide alimentaire sera ciblée sur les ménages les plus pauvres des zones qui ont le plus souffert du conflit et de la dégradation de l'environnement. Il s'agit de familles pratiquant une agriculture de subsistance sur de petites parcelles surexploitées (0,3 - 1 hectare). La coordination entre les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux sera placée en tête des priorités. Le Guatemala a été retenu comme pays pilote pour la mise en place du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. La participation communautaire est à la base du programme, ainsi que le partenariat avec les autres organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG).

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### **Le présent document contient des recommandations présentées au Conseil d'administration pour examen et approbation.**

Conformément aux décisions relatives aux méthodes de travail prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1996, le Secrétariat s'est efforcé de préparer à l'intention du Conseil une documentation concise et orientée vers la décision. Les réunions du Conseil d'administration seront conduites avec efficacité, dans le cadre d'un dialogue et d'échanges de vues plus larges entre les délégations et le Secrétariat. Le Secrétariat poursuivra ses efforts afin de promouvoir ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite par conséquent les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Directeur du Bureau régional: J.F. Conway tel.: 6513-2207

Coordonnateur de programmes: A. Kapoor tel.: 6513-2041

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 6513-2641).



## ORIENTATION STRATEGIQUE: L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LES PAUVRES QUI ONT FAIM

1. Le schéma de stratégie de pays relatif au Guatemala a été soumis au Conseil d'administration, à sa deuxième session ordinaire de 1997. Le Conseil a entériné la stratégie qui y était présentée et recommandé que les points ci-dessous soient pris en considération aux fins d'établissement du programme de pays: a) ciblage sur les groupes les plus vulnérables; et b) élaboration et utilisation d'indicateurs permettant d'évaluer l'impact des activités. Le Conseil a aussi demandé que le gouvernement s'efforce d'assurer la durabilité des activités du PAM en affectant des ressources de contrepartie suffisantes. La stratégie envisagée cible l'aide du PAM sur la réduction du dénuement extrême, la promotion d'une production alimentaire durable et l'organisation de l'exploitation des ressources naturelles. Elle devrait soutenir le processus de paix et la réconciliation nationale. Cette stratégie comprend une analyse des rôles respectifs des hommes et des femmes pour toutes les activités du programme afin de donner aux femmes un plus grand pouvoir de décision dans leurs communautés. Le programme de pays, d'une durée de cinq ans, coïncide généralement avec les cycles de programmation des autres organismes des Nations Unies. Pour la période allant de 1996 à 2000, le PAM suit le cycle de planification du gouvernement. Le programme de pays sera ajusté en fonction du prochain cycle de planification.

### Les pauvres souffrant de la faim: réponses prioritaires à leurs besoins

2. Le Guatemala, avec un indice global de sécurité alimentaire des ménages chiffré à 80,9, est classé parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV). Selon l'enquête socio-économique la plus récente (1997), 80 pour cent des 10,5 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté et 60 pour cent d'entre eux se trouvent dans un état de dénuement extrême. Le revenu par habitant s'établit à 1 340 dollars<sup>1</sup> (Banque mondiale, 1995). Les disponibilités annuelles en céréales de base s'élèvent à 169 kilogrammes. Le Plan national de développement social 1996-2000 (PLADES), prévoit que les investissements sociaux seront orientés vers les zones où les indicateurs de pauvreté affichent les valeurs les plus critiques, à savoir la Zone 1: Totonicapán, Quiché, Jalapa, Baja Vera Paz et Jutiapa; la Zone 2: Huehuetenango, Petén, San Marcos, Sololá, Quetzaltenango, Chimaltenango et Chiquimula; la Zone 3: Alta Vera Paz et Suchitepequez; et enfin la Zone 4: Retalhuleu. Les crédits budgétaires alloués à l'éducation et à la santé représentent respectivement 1,6 et huit pour cent du PIB.

### L'insécurité alimentaire, la pauvreté et la vulnérabilité

3. Le processus de paix et de réconciliation a mis fin à 36 années de guerre civile. Il a permis à de nombreux Guatémaltèques de rentrer au pays. Ceux-ci, aux côtés des personnes déplacées sur le territoire national, se réinstallent dans leurs communautés d'origine ou dans de nouvelles zones mises à leur disposition par le gouvernement. La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont des données structurelles liées à l'ampleur du sous-emploi dans le pays. Bas salaires et faible productivité sont les deux caractéristiques de la

<sup>1</sup> Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis. En octobre 1997, un dollar E.-U. équivalait à 6,06 quetzales.



population active du Guatemala. Elles sont la résultante d'un faible taux de scolarisation, des mauvais résultats de l'enseignement et de la capacité insuffisante du système national de formation professionnelle. Les deux dernières enquêtes socio-démographiques menées par l'Institut national de statistique (INE), en 1986-87 et en 1989, révèlent que 35 pour cent de la population active n'avaient pas été scolarisés dans le système officiel et 25 pour cent n'avaient pas terminé l'école primaire. Cinquante pour cent de la population active se consacrent à l'agriculture de subsistance sur de petites parcelles dont la production ne suffit pas à répondre aux besoins alimentaires familiaux. La terre est inégalement répartie: 65 pour cent des terres sont entre les mains de 2,2 pour cent de la population, et les femmes n'en possèdent que 10 pour cent.

4. De nombreux agriculteurs complètent leurs revenus en émigrant vers les zones de cultures de rente. Une grande partie des ménages ruraux sont dirigés par des femmes. Les femmes représentent 25 pour cent de la population active et sont concentrées dans le secteur informel. L'importante participation des femmes aux activités agricoles, qui les occupent parfois jusqu'à 15 heures par jour n'est ni pleinement reconnue ni enregistrée. Cinquante-six pour cent des femmes sont analphabètes (contre 38 pour cent des hommes), taux qui est le plus élevé d'Amérique latine. En milieu rural, où le taux global d'analphabétisme atteint 77 pour cent, l'écart entre les hommes et les femmes est encore plus important. Le faible niveau d'éducation de la population rurale autochtone est l'un des plus graves problèmes du Guatemala. D'après le recensement démographique de 1994, ce groupe représente 81,8 pour cent de la population analphabète totale.
5. La situation nutritionnelle est très préoccupante. En 1995, l'INE signalait un taux de mortalité infantile de 57 pour 1 000 naissances vivantes et, pour les moins de cinq ans, le taux correspondant était de 79 pour 1 000 naissances vivantes. La malnutrition, qui est liée aux infections intestinales et à la broncho-pneumonie, est la troisième cause de mortalité (plus de cinq pour cent). L'enquête de 1995 sur la santé maternelle et infantile a révélé que 26,6 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition grave (poids pour l'âge insuffisant), 49,7 pour cent de malnutrition chronique (taille pour l'âge insuffisante) et 3,3 pour cent de malnutrition aiguë (poids pour la taille insuffisant). La malnutrition touche aussi les femmes, comme le montre le faible poids des nouveau-nés. Ainsi, en 1990, 14 pour cent des nouveau-nés présentaient un poids insuffisant à la naissance, ce qui classe le Guatemala au quatrième rang en Amérique latine.
6. Il ressort de l'enquête de 1992 sur la consommation alimentaire que la ration alimentaire moyenne des Guatémaltèques ne satisfait pas les besoins minimaux en énergie, en vitamine A et en fer. La consommation calorique moyenne par habitant est de 2 047 calories par jour alors que les besoins minimaux sont estimés à 2 225 calories. Pour la carence en vitamine A, les données recueillies au moyen du questionnaire national sur les micronutriments, distribué en 1995 dans le cadre d'une enquête de l'UNICEF, de l'Union européenne (UE) et du Ministère de la santé, indiquaient que 15,8 pour cent des enfants de moins de cinq ans présentaient une carence en vitamine A. Les groupes autochtones sont ceux qui affichent les taux d'accroissement démographique les plus élevés du pays (supérieurs à la moyenne nationale qui est de 2,8 pour cent). En conséquence, les problèmes d'insécurité alimentaire sont à la fois chroniques et plus graves au sein de ces groupes.
7. Sous l'effet de divers facteurs sociaux, économiques et culturels qui se renforcent mutuellement, les conditions environnementales se sont dégradées au cours des 30 dernières années. Parmi les principaux problèmes environnementaux, on peut citer le déboisement, l'érosion du sol et la pollution de l'air. On estime que cinq pour cent du



couvert forestier total disparaissent chaque année et que 45 pour cent des terres agricoles sont érodées.

8. La géographie et le climat du Guatemala l'exposent à des catastrophes naturelles périodiques, qui causent des pertes humaines, matérielles et vivrières. Le phénomène "El Niño", qui sévit périodiquement dans cette partie du continent, est à l'origine de variations climatiques et de catastrophes naturelles telles que sécheresses et inondations.
9. Les prix du marché des céréales sont déterminés par des monopoles, et les petits producteurs sont tributaires d'intermédiaires pour la vente de leurs produits. Les institutions nationales créées pour réguler les prix des céréales n'ont pas rempli leur mission dans le passé. D'autres sont en cours de création, par exemple la Chambre nationale d'agriculture, qui est en mesure de jouer un rôle important dans la commercialisation des produits agricoles.

### **Stratégies du gouvernement pour améliorer la sécurité alimentaire, éliminer la pauvreté et atténuer les effets des catastrophes**

10. Le plan du gouvernement pour la période 1996-2000 met en place le cadre principal de la lutte contre la pauvreté et de la réalisation de la sécurité alimentaire. Il énumère une série d'engagements fondamentaux destinés à faciliter la réconciliation nationale, à lutter contre la pauvreté et à soutenir l'investissement dans les activités productives. Pour remplir ces engagements, le gouvernement a créé en 1997 le Système national de sécurité alimentaire et de nutrition (SNAN), qui a pour mission de superviser la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité alimentaire et de nutrition. Il comprend les vice-ministres des ministères compétents et est présidé par le Vice-Président du pays. Le SNAN est également doté d'une unité technique appelée Conseil national de la sécurité alimentaire et de la nutrition (CONASAN).
11. La politique nationale de sécurité alimentaire et de nutrition s'insère dans la politique sociale du gouvernement qui vise à assurer un développement humain intégré. Elle est conforme à la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et a pour traduction opérationnelle le Plan national de développement social 1996-2000 (PLADES). Cette politique définit les objectifs et les stratégies du gouvernement et de ses institutions et est axée sur l'amélioration des conditions de vie de la population dans une optique durable et productive. Les mécanismes mis en place par le gouvernement pour assurer le transfert de ressources en faveur des groupes les plus pauvres de la population sont mis en œuvre par des fonds de développement social tels que le Fonds d'investissement social (FIS), le Fonds national pour la paix (FONAPAZ) et le Fonds de développement guatémaltèque pour les populations autochtones (FODIGUA).
12. La politique du gouvernement concernant la parité entre hommes et femmes pour la période 1996-2000, incorporée dans le PLADES, a pour objectif fondamental d'assurer l'égalité entre les sexes et de donner aux femmes accès à tous les types de ressources.

### **Politiques du gouvernement en matière d'aide alimentaire**

13. Le gouvernement a intégré l'aide alimentaire dans ses plans de développement afin de cibler les groupes les plus pauvres dans des secteurs clés tels que l'alimentation scolaire, le soutien nutritionnel des femmes et des enfants, et la production vivrière durable. Les programmes et projets d'aide alimentaire ont leurs propres lignes budgétaires. Le gouvernement a instamment prié le PAM d'envisager les achats locaux et la monétisation



afin de réduire les dépenses de logistique, d'assurer un approvisionnement approprié en produits alimentaires de base locaux, de stimuler la production locale et de garantir la compatibilité des rations avec les habitudes de consommation de la population.

### **Relation avec la Note de stratégie nationale (NSN)**

14. Ainsi qu'il ressort de la NSN, les organismes des Nations Unies opérant au Guatemala se sont engagés à soutenir activement les efforts déployés pour bâtir un pont entre une société déchirée par un conflit et une société nouvelle qui encourage le développement humain intégré. Le gouvernement a défini quatre priorités pour la période 1996-2000, qui sont prises en compte dans la NSN telle qu'elle a été adoptée en février 1996. Ces priorités, qui doivent assurer l'application de l'accord de paix, sont les suivantes: i) soutenir la démobilisation des anciens combattants et réintégrer les personnes déplacées; ii) promouvoir un développement humain intégré en vue de lutter contre la pauvreté et d'assurer la sécurité alimentaire à l'ensemble de la population; iii) encourager l'investissement dans le développement productif et durable; iv) renforcer et moderniser la société démocratique afin d'assurer le plein respect des droits de l'homme et la justice sociale. Le programme de pays proposé répond aux priorités i), ii) et iii).

### **Programmes des Nations Unies, des donateurs et des ONG visant à combattre la faim et la pauvreté**

15. Différentes institutions des Nations Unies, banques de développement, agences bilatérales et ONG s'occupent du problème de la pauvreté et de la faim au Guatemala. Les ONG viennent en aide aux groupes vulnérables au moyen de projets concernant le développement agricole, l'infrastructure de base, la remise en état, les activités productives et la formation à l'intention de groupes de femmes.

---

## **EVALUATION DES ACTIVITES PASSEES ET PRESENTES DU PAM AU GUATEMALA**

16. De juillet 1971 à septembre 1996, l'aide du PAM au Guatemala s'est élevée à quelque 156 millions de dollars, dont la majeure partie (100 millions de dollars) a été fournie depuis 1985. Le soutien à l'exécution des projets a également requis des articles non alimentaires d'une valeur dépassant 2,5 millions de dollars. Depuis 1991, l'aide a été axée sur le soutien des activités productives de groupes de femmes, la conservation des ressources naturelles, la remise en état de l'infrastructure et l'alimentation scolaire.

### **Efficacité et efficacité du ciblage de l'aide alimentaire destinée aux pauvres qui souffrent de la faim, notamment aux femmes**

17. L'aide apportée par le PAM dans le cadre de projets bénéficiant de son soutien a contribué efficacement à accroître les disponibilités alimentaires et la consommation des familles en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones les plus pauvres du pays. La réorientation de l'aide du PAM des secours d'urgence vers des activités plus complexes de développement humain et de production vivrière a débouché sur des perspectives plus durables et renforcé la présence des femmes et leur participation au processus de développement. Elles représentent actuellement 42 pour cent du total des bénéficiaires. L'objectif est d'augmenter ce chiffre pour remplir les engagements du PAM



envers les femmes. Les préoccupations suivantes ont été incorporées dans tous les projets du PAM: a) égalité d'accès aux ressources; b) maîtrise de la distribution des produits alimentaires; c) participation à tous les aspects de la conception et de l'exécution des projets; et d) suivi et évaluation au moyen de données ventilées par sexe permettant de déterminer la participation effective des femmes. Le soutien technique et l'implication des communautés dans la gestion des ressources renforcent la durabilité des activités intéressant l'agriculture et la conservation des ressources naturelles. Le projet Guatemala 2581.01 – "Promotion et création d'entreprises associatives féminines dans les zones rurales" – a beaucoup contribué à la formation des femmes et au développement de l'esprit d'entreprise. Jusqu'à présent, cependant, seulement 34 pour cent des bénéficiaires ont atteint un niveau suffisant d'autodépendance pour exercer leur activité en toute autonomie. La durabilité du projet Guatemala 2705.02 – "Aide aux élèves de l'enseignement primaire et aux groupes vulnérables" – est difficile à établir car elle est liée à la contribution future que les bénéficiaires apporteront à la société.

### **Efficacité et efficience de la planification préalable et de la réduction des pénuries alimentaires consécutives à une catastrophe**

18. Le Guatemala est périodiquement victime de cyclones, tremblements de terre, sécheresses, inondations et éruptions volcaniques. Le gouvernement a créé en 1997 une Unité de coordination nationale pour l'atténuation des catastrophes (CONRED) afin de prévenir les dommages ou de les réduire au minimum, et de fournir rapidement des secours. Placée sous la tutelle du Ministère de la défense, la CONRED remplace l'ancienne Commission nationale de crise (CONE). Elle constitue le fondement d'une approche institutionnelle plus intégrée marquée par une orientation technique vers les activités de prévention des catastrophes.

### **Bilan des activités d'autres donateurs d'aide alimentaire et des partenaires soutenant des objectifs et des interventions analogues à ceux du PAM**

19. L'aide alimentaire du PAM a progressivement diminué ces dernières années, tombant d'un niveau élevé de 200 000 tonnes par an au milieu des années 80 à moins de 60 000 tonnes en 1996. Les donateurs acheminent généralement leurs contributions par l'intermédiaire d'ONG. Une forte proportion de l'aide alimentaire est monétisée pour dégager des fonds destinés à des activités semblables à celles que soutient le PAM, c'est-à-dire assistance aux groupes vulnérables, protection de l'environnement, développement rural et infrastructure de base. Les résultats acquis dans ces domaines sont positifs. L'action des principaux partenaires est coordonnée. Etant donné la capacité limitée des organismes de contrepartie du gouvernement, les ONG ont dû mettre au point des mécanismes d'exécution, de suivi et d'évaluation indépendants qui n'ont pas toujours été durables une fois que le soutien des donateurs avait pris fin.

### **Conséquences de l'expérience acquise pour le programme de pays proposé – enseignements tirés**

20. L'expérience acquise au cours de l'exécution de divers projets bénéficiant du soutien du PAM et d'autres donateurs a permis de dégager un certain nombre d'éléments communs pour l'élaboration de la stratégie future des activités du PAM au Guatemala: l'aide alimentaire devrait continuer d'être ciblée sur les municipalités et les bénéficiaires les plus exposés à l'insécurité alimentaire et s'accompagner d'investissements complémentaires et d'une assistance technique permanente à l'appui de plans de travail concrets, afin d'éviter



que les bénéficiaires ne deviennent dépendants de l'aide alimentaire. Ces activités devraient comporter des objectifs clairs et mesurables, des buts spécifiques et des systèmes participatifs susceptibles d'assurer des résultats durables. L'aide alimentaire est plus efficace lorsqu'elle est fournie directement aux femmes, qui jouent un rôle de premier plan dans la répartition des vivres au sein de la famille. Elle devrait être fournie en période de pénurie alimentaire. La coordination interinstitutionnelle, les mécanismes d'évaluation de son impact, ainsi que la gestion de la logistique des produits, et les activités de suivi et d'évaluation (S&E) sont des éléments indispensables qui devraient être soigneusement mis au point aux stades de la conception et de l'exécution du programme. Une plus large place devrait être faite aux activités liées au développement du potentiel des femmes, à l'organisation communautaire, à la participation des autorités locales aux activités de conception, d'exécution et d'évaluation et à l'intervention des bénéficiaires dans ces mêmes activités. Etant donné que le gouvernement a une capacité limitée pour remplir ses engagements de contrepartie, il est nécessaire de rechercher de nouvelles alliances et de nouveaux partenariats avec d'autres donateurs ou organismes travaillant dans les mêmes domaines, poursuivant des objectifs analogues et utilisant des méthodes de travail similaires.

### **Buts et objectifs du programme de pays**

21. Conformément aux politiques et stratégies de base, le but général de l'action du PAM, qui s'inscrit dans son mandat, est de soutenir les efforts du gouvernement visant à assurer la sécurité alimentaire à la population en situation d'extrême pauvreté, grâce à un processus de formation et d'organisation communautaire propre à assurer un développement humain intégré.
22. Les objectifs sont les suivants: a) améliorer l'infrastructure sociale et productive de base des communautés qui ont été victimes du conflit intérieur; b) augmenter la productivité des terres; c) renforcer les organisations communautaires; et d) accroître l'accès des femmes aux activités d'éducation et de formation des adultes.

### **Groupes et régions cibles, et principaux secteurs et formes d'assistance**

23. Le programme de pays sera ciblé sur les hommes et les femmes pratiquant une agriculture de subsistance, appartenant aux familles rurales les plus pauvres et privées d'accès au crédit, dont la plupart ont été touchées par le conflit armé. Leur structure sociale se caractérise par un faible niveau d'organisation découlant d'un manque d'éducation formelle. Des zones homogènes seront sélectionnées dans 15 départements et 76 municipalités. Comme il ressort de la carte de la pauvreté, établie par SEGEPLAN/FONAPAZ/FIS (voir annexe), les régions classées par le gouvernement parmi celles qui sont exposées aux catastrophes sont aussi incluses.
24. Les secteurs clés du programme de pays sont les suivants: éducation, formation, organisation communautaire, aménagement et conservation des sols, et construction et amélioration d'infrastructures sociales et productives de base, en particulier dans les zones où sont installés les rapatriés. Le programme de pays comprendra aussi des activités de prévention des catastrophes naturelles.
25. Ces diverses activités seront entreprises en étroite coordination, conformément au principe de "l'action concertée" appliqué aux microbassins. De nouveaux foyers communautaires seront créés dans ces microbassins où les femmes participent à des





activités productives. L'infrastructure de production sera remise en état autour des microbassins où sont exécutés des travaux de conservation des sols.

### Collaboration avec les organismes des Nations Unies et les donateurs

26. Le PAM collabore avec les autres organismes des Nations Unies, sous la houlette du Coordonnateur résident des Nations Unies. Le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) fournira une assistance technique pour la conception et la construction de l'infrastructure de base. L'assistance aux populations touchées par le conflit est coordonnée par le HCR. S'agissant du développement rural, le PAM établit une coordination avec le FIDA, le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (UNOPS), le PNUD, la FAO et des donateurs bilatéraux tels que le Canada, le Japon, les Pays-Bas, la Suisse et l'Union européenne. L'UNICEF fournira son assistance pour la production de produits enrichis destinés aux activités d'alimentation. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement devrait permettre d'améliorer encore la coordination des activités des différents organismes des Nations Unies grâce à la programmation conjointe. Il pourrait déjà en être ainsi dès les premières phases de l'exécution du programme de pays car le Guatemala a été retenu comme pays pilote pour la mise en œuvre de ce Plan-cadre. Des ONG telles que Caritas, Catholic Relief Services (CRS), CARE et l'Association des ONG italiennes (MOLIVS/MOVIMONDO) compléteront aux capacités nationales et participeront à l'exécution des projets vivres-contre-travail (VCT).

### Activités du programme de pays

27. Le tableau ci-dessous indique les activités fondamentales et les activités complémentaires prévues dans le programme de pays.

Activités fondamentales	Activités complémentaires
1. Construction d'infrastructures dans les zones touchées par la guerre civile	1. Fourniture d'une aide alimentaire pour un programme de réintégration des rapatriés et des personnes déplacées
2. Activités de conservation des sols et des eaux et d'agroforesterie en faveur des agriculteurs de subsistance dans les zones défavorisées	2. Prévention des catastrophes dans les zones affectées par la dégradation de l'environnement
3. Education de base et formation à l'intention des femmes	3. Aide alimentaire aux enfants d'âge préscolaire et pour l'éducation et la formation des mères de famille

### RESSOURCES DU PROGRAMME DE PAYS

28. Selon l'estimation du schéma de stratégie de pays, les ressources nécessaires se montaient à 50,7 millions de dollars. Le programme de pays propose un niveau de ressources potentielles de 15,7 millions de dollars pour les activités fondamentales et de 4,1 millions de dollars pour les activités complémentaires, 8,9 millions de dollars étant fournis au titre de l'allocation de base des projets en cours d'exécution. La sécurité alimentaire passe nécessairement par une augmentation de la productivité. L'aide alimentaire à l'appui de la conservation des sols, du reboisement et de la formation permettra d'éviter la migration d'un nombre important de bénéficiaires vers la côte



méridionale en quête de meilleures conditions de vie. Compte tenu des revenus limités de l'Etat, une assistance internationale est nécessaire pour aider le gouvernement et la société civile à remplir les engagements énoncés dans l'accord de paix. Le Gouvernement guatémaltèque a l'intention de dégager des ressources locales supplémentaires au moyen de réformes fiscales destinées à accroître sa contribution au processus de paix. Une part considérable des ressources supplémentaires attendues serait consacrée à des investissements sociaux (santé et éducation).

### **Affectation des ressources aux activités fondamentales et aux activités complémentaires du programme**

29. La ventilation des ressources allouées est indiquée en annexe.

### **Cofinancement (gouvernement, Nations Unies, ONG et autres partenaires) et capacité d'exécution**

30. Le gouvernement est la principale source de cofinancement pour l'exécution des activités du programme. Le cofinancement couvrira les dépenses de personnel, les coûts opérationnels, le transport, le stockage et la manutention des produits alimentaires, et les dépenses en capital. Des fonds de contrepartie pour la remise en état de l'infrastructure sociale de base seront fournis par la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID), le Fonds pour la coopération économique d'outre-mer (OECF) et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE). La participation des ONG est financée par leurs parrains respectifs, tels que l'USAID et l'Union européenne.

31. La capacité d'exécution existe à tous les niveaux par le biais des ministères et services gouvernementaux compétents. La décentralisation a par ailleurs assuré une capacité adéquate dans la plupart des zones rurales.

## **PREPARATION DU PROGRAMME DE PAYS**

32. Un processus de participation complet a présidé à l'élaboration du schéma de stratégie de pays et du programme de pays. Un groupe de travail national comprenant des représentants de toutes les institutions gouvernementales participantes a été organisé dès le début. Une série de consultations officielles ont été tenues avec des représentants du gouvernement, les organismes des Nations Unies, les ONG, des représentants des pays donateurs et la société civile. Le projet de programme a fait l'objet d'un examen au Conseil national de la sécurité alimentaire présidé par le Vice-Président. Le Comité technique national de la sécurité alimentaire a servi de groupe consultatif. Le Bureau régional de Managua (pour l'Amérique centrale et les Caraïbes) a fourni une assistance importante avec l'appui du Bureau du siège pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

## **ACTIVITES FONDAMENTALES**

### **Activité fondamentale No 1: Construction d'infrastructures dans les zones affectées par la guerre civile**

33. **L'orientation stratégique** consiste à aider les personnes en situation d'insécurité alimentaire - en particulier les femmes - vivant dans des zones à hauts risques qui ont été lourdement touchées par le conflit armé et à leur faciliter l'accès aux équipements sociaux et productifs de base.



34. **Analyse des problèmes.** La pauvreté touche 83,5 pour cent de la population de la zone du projet. Le système foncier est précaire et caractérisé par la prédominance de la petite exploitation (moins de 0,5 hectare). La surexploitation des ressources naturelles est alarmante. La récolte fournit aux paysans de quoi se nourrir pendant sept à huit mois, ce qui contraint les petits exploitants à émigrer vers les zones de la côte méridionale pour compléter leur approvisionnement vivrier. Dans ces zones, où la ration alimentaire se compose principalement de maïs, l'apport en calories et en micronutriments est très inférieur aux besoins minimaux. La guerre a presque totalement détruit les équipements sociaux et productifs de base, ce qui a eu un effet désastreux sur le développement de la région, et en particulier sur les activités des femmes. La médiocrité de l'infrastructure sanitaire est la cause de problèmes de santé dans les communautés, et le manque de voies d'accès freine la fréquentation scolaire. Le processus de paix et de réconciliation a permis à un grand nombre de réfugiés de rentrer au pays, et les familles se sont réinstallées dans leurs communautés d'origine.
35. **Objectifs et résultats escomptés.** L'objectif à long terme des activités est d'améliorer les conditions de vie des populations déplacées et des groupes les plus vulnérables qui étaient installés dans les zones de conflit (ZONAPAZ)<sup>1</sup>. Les objectifs immédiats sont les suivants: a) améliorer les équipements sociaux et productifs de base à la disposition des communautés; b) participer aux efforts visant à réduire les déficits vivriers saisonniers; et c) apporter un soutien à l'organisation des communautés.
36. Les résultats escomptés sont les suivants:
- a) construire ou remettre en état 30 000 logements et les relier au réseau d'alimentation en eau et à d'autres services;
  - b) construire 350 kilomètres de routes d'accès et en remettre en état 750 kilomètres;
  - c) restaurer 500 hectares de terres grâce à des ouvrages de conservation des sols et reboiser 600 hectares;
  - d) exécuter 1 000 projets de soutien à la production;
  - e) construire 150 bâtiments communautaires; et
  - f) organiser 300 comités de femmes pour la distribution des produits alimentaires.
37. **Rôle et modalités de l'aide alimentaire.** Les produits achetés dans le pays serviront à inciter les communautés à participer à la construction des infrastructures, à assurer aux participants un transfert de revenu, à encourager d'autres programmes de développement communautaire à investir des ressources dans cette activité et à compléter les efforts consentis par les communautés rurales pour élever le niveau de vie.
38. **Stratégie d'exécution.** Les principales zones ciblées seront les communautés accueillant des rapatriés, mais une aide sera également accordée aux communautés voisines. La construction des infrastructures se fera selon les modalités des activités VCT. La valeur de la ration VCT représente 88 pour cent du salaire journalier rural, qui est de 2,14 dollars pour une journée de travail de huit heures. L'activité sera mise en œuvre au moyen de l'échange de produits et/ou d'achats locaux. Un produit (le maïs) sera fourni par le PAM et monétisé au port d'arrivée. Les fonds seront utilisés par les organisations de femmes qui

---

<sup>1</sup> Huehuetanango, San Marcos, Totonicapán, El Quiché, Sololá, Chimaltenango, Alta Vera Paz, Baja Vera Paz et El Petén.



achèteront des produits alimentaires locaux pour les distribuer aux participants et à leurs familles.

39. **Bénéficiaires et avantages escomptés.** Quelque 40 000 personnes déplacées et rapatriés participeront à cette activité à raison de 100 jours par an pendant deux ans. La durée totale de l'activité est de cinq ans. Le PAM s'assurera que les femmes représentent au moins 25 pour cent des participants aux activités VCT.

### **Appui, coordination et suivi et évaluation**

40. Le gouvernement a désigné le FONAPAZ comme organisme d'exécution. Celui-ci exécutera l'activité avec l'assistance de la Commission nationale d'assistance aux réfugiés et rapatriés (CEAR), du FIS et d'ONG sélectionnées. L'unité chargée de l'exécution recueillera des informations sur le terrain dans le cadre du système de suivi et d'évaluation (S&E) et les transmettra au PAM et au SEGEPLAN. Ce dernier analysera l'information et l'interprétera au moyen du Système national d'information et de suivi des projets (SINISEP)
41. **Estimation des coûts.** Cette activité exigera 52 200 tonnes de maïs d'une valeur de 8,9 millions de dollars. Le gouvernement fournira 36,6 millions de dollars sous forme de prêts pour l'achat de matériel et de fournitures, et pour la couverture des dépenses opérationnelles.

### **Activité fondamentale No 2: Conservation des sols et des eaux et activités agroforestières à l'intention des agriculteurs de subsistance vivant dans des zones défavorisées**

42. **L'orientation stratégique** consiste à augmenter la productivité grâce à des travaux de conservation des sols et à la création de petits réseaux d'irrigation au profit des agriculteurs de subsistance.
43. **Analyse des problèmes.** Dans les zones rurales, neuf personnes sur 10 vivent de la culture sur des parcelles trop petites pour assurer un revenu suffisant pour subvenir aux besoins familiaux. La plupart d'entre elles pratiquent une agriculture de subsistance à haut risque, produisant des céréales de base qui ne couvrent leurs besoins que pendant sept à huit mois de l'année. Les pratiques culturelles traditionnelles, le raccourcissement de la jachère, la surexploitation, le surpâturage et la destruction du couvert végétal sur les terres à forte pente impropres à la culture ont provoqué une grave érosion des sols. La dégradation générale des ressources naturelles et le morcellement continu des exploitations empêchent toute augmentation de la production par habitant. En conséquence, la population rurale migre de plus en plus vers les zones urbaines ou vers les régions de cultures de rente pour y chercher du travail.
44. **Objectifs et résultats escomptés.** Les objectifs à long terme sont d'inverser le processus de dégradation des ressources naturelles et d'accroître la sécurité alimentaire. Les objectifs immédiats sont les suivants: a) augmenter la production et la productivité grâce à des travaux de conservation des sols et des eaux; b) enrayer la dégradation de l'environnement au moyen d'activités agroforestières et de reboisement; et c) améliorer la production agricole grâce à la création de petits réseaux d'irrigation.
45. **Les résultats escomptés** sont les suivants: restauration de 18 000 hectares de terres agricoles; b) construction de 300 barrages/citernes; c) création de petits réseaux d'irrigation couvrant 250 hectares; d) construction de 20 000 unités de fabrication de composts organiques; e) exploitation de 10 000 pépinières familiales; f) mise en place de



7 000 modules agroforestiers; g) restauration de 1 500 hectares de forêts; et h) formation de 12 500 agriculteurs aux travaux de conservation du sol et de reboisement, et aux systèmes agroforestiers.

46. **Rôle et modalités de l'aide alimentaire.** L'aide alimentaire aura pour principale fonction d'assurer un ravitaillement suffisant aux familles d'agriculteurs pendant la période de soudure de façon qu'ils disposent de temps pour améliorer leurs exploitations.
47. **Stratégie d'exécution.** Les activités seront concentrées dans des microbassins, où elles seront étroitement coordonnées aux activités fondamentales Nos 1 et 3 afin de tirer le meilleur parti possible des ressources fournies par le PAM et les autres organismes travaillant également dans les 200 communautés ciblées. La participation sur un pied d'égalité des femmes, qui joueront un rôle de premier plan et auront accès aux opportunités et aux ressources à égalité avec les hommes, sera un important élément stratégique. Le PAM veillera à ce que les femmes représentent 25 pour cent ou plus des participants aux activités VCT. Les bénéficiaires participeront à la détermination des besoins et à la solution des problèmes dans le cadre d'une démarche hautement participative.
48. **Bénéficiaires et avantages escomptés.** En moyenne, 62 500 personnes participeront à cette activité pendant 134 jours par an et recevront une aide alimentaire pendant trois ans. La durée du projet est de cinq ans, et de nouveaux bénéficiaires seront progressivement intégrés. Le projet devrait avoir pour résultat d'améliorer la productivité des terres.

### Appui, coordination et suivi et évaluation

49. La Direction générale des services agricoles (DIGESA) sera l'organisme de contrepartie chargé de l'exécution de cette activité, avec l'appui financier et technique du FIDA, du Gouvernement néerlandais, du FIS et de quelques ONG. Le suivi et l'évaluation seront exécutés par la DIGESA avec le soutien du PAM, et par le SEGEPLAN, par le truchement du SINISEP qui coordonnera le suivi et l'évaluation.
50. **Estimation des coûts.** Le PAM prévoit d'allouer cinq millions de dollars pour l'exécution de cette activité. Le gouvernement apportera une contribution de 1,8 million de dollars de fonds de contrepartie.

### Activité fondamentale No 3: Education de base et formation à l'intention des femmes

51. **L'orientation stratégique** consiste à offrir de meilleures perspectives de revenus aux femmes grâce à l'éducation et à la formation. Des foyers communautaires serviront de garderies de façon à donner aux femmes plus de temps pour le travail productif.
52. **Analyse des problèmes.** La proportion de femmes analphabètes, qui s'élève à 56 pour cent, est la plus élevée d'Amérique latine. Les nombreuses tâches ménagères (y compris les soins aux enfants) limitent la participation des femmes à des activités sociales et productives. Faute de temps et d'éducation de base, elles sont dans l'incapacité d'aider leurs enfants à faire leurs devoirs scolaires. En outre, elles n'ont guère de possibilités d'améliorer leurs revenus car elles sont dépourvues de qualifications professionnelles.
53. **Objectifs et résultats escomptés.** L'objectif à long terme de l'activité est d'améliorer l'accès des femmes au marché du travail officiel. Les résultats escomptés sont les suivants: a) fournir 90 personnes-jours de formation et d'éducation à 3 200 mères de famille, en



moyenne par an, qui participeront à des activités de formation; et b) offrir des possibilités de garderie dans les foyers communautaires pour leurs enfants de moins de six ans.

54. **Rôle et modalités de l'aide alimentaire.** L'aide alimentaire est considérée comme un moyen approprié pour inciter les femmes pauvres à participer aux activités de formation les jours ouvrables et à mettre leurs enfants à la garderie. Les femmes recevront une ration familiale 90 jours par an en échange de leur participation aux cours de formation. Les enfants recevront un repas quotidien à midi pendant au moins 240 jours par an.
55. **Stratégie d'exécution.** Le Secrétariat du service social de la femme du Président du Guatemala exécutera le projet par l'intermédiaire des foyers communautaires. Les cours de formation à l'intention des femmes seront dispensés dans le cadre d'accords qui seront passés avec la Commission nationale d'alphabétisation (CONALFA), des ONG et d'autres institutions.
56. **Bénéficiaires et avantages escomptés.** 3 200 femmes et 17 000 enfants seront les bénéficiaires directs de l'activité. Les résultats escomptés sont une plus grande participation des mères à l'éducation de leurs enfants et de meilleures possibilités d'accès au marché du travail pour les femmes.

### Appui, coordination et suivi et évaluation

57. La coordination du programme d'alphabétisation sera assurée par le CONALFA. Les organismes des Nations Unies et les ONG menant des activités relatives à l'éducation et à la formation apporteront aussi leur appui à ce programme. Le PAM fournira une assistance pour la mise en place de systèmes de S&E, et le S&E sera exécuté par les services gouvernementaux.
58. **Estimation des coûts.** Le PAM allouera un montant de 1,4 million de dollars étalé sur cinq ans et qui couvrira le coût de 3 793 tonnes de produits alimentaires. La contribution du gouvernement prenant en charge les dépenses de personnel, de matériel, d'entretien et de logistique des produits alimentaires, s'élèvera à 500 000 dollars.

## ACTIVITES COMPLEMENTAIRES

### Activité complémentaire No 1: Fourniture d'une aide alimentaire pour un programme de réintégration de rapatriés et de personnes déplacées

59. Pour fournir une aide aux 10 000 réfugiés qui, selon le CEAR, retourneront prochainement au pays, le PAM prévoit une allocation d'un million de dollars de produits alimentaires pour une période de 270 jours pendant laquelle les rapatriés défricheront leurs terres, construiront leurs logements et autres infrastructures, amélioreront les routes d'accès et recueilleront les produits de leur première récolte. Le gouvernement apportera une contribution de 300 000 dollars. Un certain nombre d'autres organismes des Nations Unies, de donateurs bilatéraux et d'ONG continueront à venir en aide aux rapatriés.

### Activité complémentaire No 2: Prévention des catastrophes dans les zones affectées par la dégradation de l'environnement

60. Le déboisement étendu et croissant est à l'origine d'orages qui causent fréquemment de graves inondations dans la région littorale du Pacifique. Le débordement des fleuves



provoque des dégâts à l'infrastructure routière, aux habitations et aux terres agricoles. Les zones situées sur les pentes des bassins fluviaux sont habitées par de petits exploitants voués à une agriculture traditionnelle entraînant la dégradation de l'environnement et causant certaines des catastrophes qui frappent les terres de ces bassins. Les bénéficiaires recevront des rations alimentaires à l'appui de la construction d'ouvrages de protection (barrages, digues, terrasses, diguettes en pierres, etc.). Cette activité complémentaire complétera l'activité fondamentale No 2 et fournira une aide alimentaire à 20 000 bénéficiaires. Son coût total sera de 1,6 million de dollars sur cinq ans. La contribution du gouvernement s'élèvera à 300 000 dollars.

### **Activité complémentaire No 3: Aide alimentaire pour les enfants d'âge préscolaire, et éducation et formation des mères de famille**

61. D'après les statistiques officielles du Ministère de l'éducation, le taux de redoublement des élèves de la première année de l'enseignement primaire est de 68 pour cent et est plus élevé que dans les autres années du primaire. Cela est dû: a) à l'absence d'éducation préscolaire pendant les six premières années d'enfance; b) à l'éducation limitée des parents. Il est très important de fournir une incitation pour encourager l'inscription des enfants à l'école primaire. Les principaux objectifs de cette activité complémentaire sont les suivants: a) soutenir les efforts entrepris par le gouvernement afin d'améliorer l'éducation de 17 000 enfants de moins de six ans avant leur entrée dans l'enseignement primaire; et b) améliorer le niveau d'éducation de 3 200 parents par an pendant cinq ans. Le coût de cette activité est estimé à 1,5 million de dollars environ, y compris 3 793 tonnes de vivres fournies par le PAM. La contribution du gouvernement sera de l'ordre de 500 000 dollars et couvrira les dépenses de personnel, de matériel et de logistique des produits alimentaires.

### **PROBLEMATIQUE ET RISQUES**

62. La récente restructuration du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation prévoit la privatisation de la DIGESA et de l'Office national de commercialisation agricole (INDECA). En conséquence, les services de logistique pourraient subir quelques retards en particulier pendant la période de transition. L'étude de la logistique exécutée au début de 1997 mentionne un certain nombre de solutions pour remplacer l'INDECA.
63. Si la DIGESA risque de disparaître à l'occasion de la privatisation, le Ministère restera responsable de l'assistance aux petits exploitants mais il n'aura qu'un rôle de supervision. Les services de vulgarisation seront éventuellement délégués aux ONG. L'allocation de ressources à ces organismes d'exécution risque de retarder la fourniture de l'assistance technique. Toutefois, la mise en œuvre de la réforme fiscale permettra peut-être au gouvernement de disposer de ressources plus abondantes pour les investissements sociaux.

### **GESTION DU PROGRAMME**

#### **Examen préalable**

64. L'examen préalable des activités envisagées sera exécuté sous la supervision générale du Directeur du PAM dans le pays, conformément aux procédures établies. Les activités relatives à l'examen préalable, à l'examen postérieur et à l'évaluation seront exécutées en consultation avec le Secrétaire à la planification afin d'assurer que l'examen des activités du programme de pays soit d'un niveau élevé.



## Exécution du programme

65. Si l'on se fonde sur l'expérience acquise, on peut supposer que le personnel national de contrepartie, avec une certaine assistance du personnel du bureau de pays, sera en mesure d'établir les projets de plans annuels d'opérations, les rapports intérimaires et les rapports finals, ainsi que d'exécuter des examens, de mener à bien le S&E et de prendre en compte les aspects logistiques liés à l'exécution du projet.
66. Durant l'exécution du programme, le bureau de pays pourra avoir besoin, dans des domaines spécifiques, du soutien de consultants, d'experts ou d'autres institutions spécialisées des Nations Unies.

## Organes responsables de la coordination et de l'exécution

67. En qualité d'organe de liaison entre le gouvernement et le PAM, le SEGEPLAN coordonnera l'aide alimentaire et les activités fondamentales du programme de pays. Cette coordination permettra de tirer le meilleur parti possible de l'aide alimentaire en évitant les doubles emplois. Des unités de gestion des activités ont déjà été mises en place. Elles sont présidées par le ministère compétent et comprennent des représentants des organismes participant aux activités fondamentales Nos 1 et 2. Le Comité consultatif du programme de pays est placé sous l'autorité du SEGEPLAN. Il comprendra des représentants du SNAN, du CONASAN, des ministères techniques, des donateurs bilatéraux et des ONG, ainsi que le Coordonnateur résident des Nations Unies et le Directeur du PAM dans le pays.

## Participation des bénéficiaires et en particulier des femmes

68. La prise en compte de l'égalité entre les sexes dans toutes les activités fondamentales est considérée comme prioritaire aux fins des objectifs et stratégies du PAM. En conséquence, la participation des femmes à la prise de décisions, en vue d'assurer la sécurité alimentaire de leurs familles, sera incorporée dans l'élaboration des plans d'opérations annuels. Dans les activités fondamentales Nos 1 et 2, au moins 25 pour cent des participants seront des femmes, et au moins 25 pour cent des actifs créés profiteront directement aux femmes ou seront placés sous leur contrôle.
69. Une évaluation rurale rapide est envisagée, avec la participation des communautés, pour toutes les activités, aux premiers stades de l'exécution. A cette occasion, les bénéficiaires, avec l'assistance du personnel technique, détermineront les besoins les plus pressants, rechercheront des solutions différentes et définiront ou réviseront les indicateurs d'impact. Cette démarche permettra aux agriculteurs organisés de participer activement à la formulation des activités et facilitera l'évaluation de l'impact.
70. En ce qui concerne l'activité complémentaire No 3, la plupart des participants et des bénéficiaires sont des femmes et des enfants. Un effort sera fait pour que les femmes aient accès à des services de santé et de nutrition ainsi qu'à la formation, et pour que les personnes qui ont reçu une formation transmettent les connaissances qu'elles ont acquises aux nouveaux bénéficiaires.

## Apports complémentaires

71. Le gouvernement prévoit une contribution totale de 36,6 millions de dollars provenant du budget ordinaire du FONAPAZ pour l'exécution de l'activité fondamentale No 1. Ces fonds proviendront de contributions extérieures au FONAPAZ et de fonds spéciaux de la Banque mondiale/BID/BCIE accordés à titre d'aide au gouvernement. Pour les activités





fondamentales Nos 2 et 3, la contribution du gouvernement sera de 1,8 million de dollars et de 500 000 dollars, respectivement. Pour les activités complémentaires sa contribution sera de 1,1 million de dollars, ce qui portera la contribution totale du gouvernement à 40 millions de dollars.

72. Le coût des articles non alimentaires s'élève à 280 000 dollars pour l'activité fondamentale No 1, à 100 000 dollars pour l'activité fondamentale No 2, et à 80 000 dollars pour l'activité fondamentale No 3. Les coûts de soutien directs couvriront les articles non alimentaires non encore livrés aux activités.

### Dispositifs de logistique de l'aide alimentaire

73. Les produits alimentaires entrent dans le pays par les ports de Santo Tomás de Castilla et de Quetzal. Au point d'entrée, les produits sont transférés au gouvernement qui, par le truchement de l'INDECA, prend en charge sur son budget le dédouanement, le stockage au port, la manutention et le transport à l'intérieur du pays. Le transport intérieur peut comporter la livraison au point de vente et le transport des produits achetés localement jusqu'au point de distribution. Le coût de la logistique des produits est estimé à 480 quetzales la tonne.

### Monétisation et gestion des fonds dégagés

74. Les fonds nécessaires aux achats locaux proviendront de la monétisation du maïs. Les arrangements relatifs à la monétisation ne seront maintenus qu'après une analyse minutieuse destinée à en déterminer le rapport coût-efficacité. Le type d'aliments qui seront vendus et la saison pendant laquelle ils seront vendus seront des considérations importantes. La Bourse nationale pour l'agriculture et l'élevage responsable des céréales de base pourrait contribuer à rendre le processus plus transparent et à assurer que les prix demeurent équitables. Si toutefois la monétisation se révélait ne pas convenir, la substitution de produits ou la distribution directe serait envisagée.
75. La monétisation de 52 500 tonnes de maïs est envisagée dans le cadre de l'activité fondamentale No 1. Le bureau de pays prendra les dispositions administratives et officielles nécessaires pour: a) déterminer les périodes de monétisation; b) organiser convenablement la logistique externe; c) définir les responsabilités des unités de gestion de l'activité chargées de la monétisation. Les fonds dégagés seront déposés sur un compte en banque local aux meilleurs taux d'intérêt en vigueur.

### Préparation des plans annuels de travail et de l'affectation des ressources

76. Pour faciliter l'affectation des ressources, des plans d'opérations annuels précisant les activités à entreprendre, le nombre de bénéficiaires et de rations, les quantités de produits alimentaires requises et les délais de livraison, seront établis pour chaque activité. Ces plans seront soumis à l'approbation du Directeur dans le pays.

## SUIVI DU PROGRAMME ET VERIFICATION DES COMPTES

77. **Dispositions institutionnelles.** Le suivi, l'évaluation et l'étude de l'impact relèveront de chaque unité de gestion d'activité. La participation du SEGEPLAN sera assurée par le SINISEP. Un comité de coordination et d'évaluation de l'aide alimentaire comprenant des représentants de toutes les institutions et unités de gestion d'activité, y compris le CONASAN, sera créé. Ce comité centralisera les données relatives aux projets bénéficiant



d'une aide alimentaire. Le SINISEP assurera la coordination de ce comité afin de veiller à ce que des critères uniformes soient appliqués à la collecte des données sur le terrain. Ces données seront enregistrées dans la base de données que le SINISEP analysera ensuite.

### Principaux indicateurs, type de rapports et fréquence

78. Un système de S&E sera élaboré et appliqué à chaque activité. Ce système comportera: la collecte de données de base utilisant l'évaluation rurale rapide avec participation des communautés, la définition des besoins, la prise en considération d'autres solutions, la programmation des activités et l'évaluation. Il comprendra les indicateurs suivants: ressources, processus, résultats, effets et impact. Les trois premiers sont quantitatifs; les deux derniers sont qualitatifs et servent à évaluer les effets de l'activité concernée sur les bénéficiaires. Le système de S&E comportera les aspects suivants: a) introduction de mécanismes destinés à faciliter la programmation mensuelle, trimestrielle, semestrielle et annuelle; et b) mise en œuvre d'un système d'information permettant de mesurer l'état d'avancement et le degré de réalisation des objectifs, ainsi que de détecter les contraintes faisant obstacle à l'exécution optimale du programme de pays.
79. **Indicateurs d'alerte rapide.** Le programme de pays accorde la priorité aux actions visant les zones les plus défavorisées qui sont privées d'infrastructure et présente un degré élevé de dégradation de l'environnement ou de risque d'inondation. Les bénéficiaires sont les petits exploitants vivant dans les zones à haut risque. Un système d'alerte, géré de concert par la CONRED et les unités de gestion d'activité, est envisagé pour éviter les problèmes causés par les sécheresses, les inondations, le déboisement étendu, les glissements de terrain, la dégradation des routes, et les pertes de récoltes dues à des attaques massives de ravageurs ou de maladies.
80. **Disposition comptables.** Chaque organisme chargé de l'exécution présentera une fois par an au PAM les comptes vérifiés de l'activité concernée, fournissant des indications détaillées sur la distribution des produits. Les fonds dégagés localement seront déposés sur des comptes bancaires spéciaux portant intérêt, et gérés par le gouvernement ou, sur demande, par le PAM, sur la base de budgets annuels établis d'un commun accord par les deux parties. Des comptes distincts seront ouverts pour les fonds dégagés dans le cadre de chaque activité fondamentale; ils seront gérés par le Directeur d'activité. Des procédures comptables simples, établies par le bureau du PAM dans le pays, régiront la manutention, l'enregistrement, les rapports et l'administration des fonds ainsi dégagés. Les comptes seront soumis à une vérification interne périodique, exécutée par les unités de gestion d'activité, et à une vérification annuelle externe, tant au niveau central que sur le terrain.

### Ajustement du programme et activités de pays complémentaires

81. Le bureau du PAM dans le pays suivra de près toutes les activités entreprises, analysera les rapports périodiques, procédera à des visites sur le terrain, demandera des informations aux autres organismes des Nations Unies travaillant dans la zone géographique de l'activité concernée, analysera les informations provenant des co-exécutants et se procurera des renseignements directement auprès des bénéficiaires. Après avoir analysé toutes ces informations, le PAM établira des rapports qui feront l'objet d'un examen avec le SEGEPLAN. Les rapports d'activité du bureau de pays fourniront un résumé de ces données.
82. Une fois qu'elles auront été complètement élaborées, les activités complémentaires démarreront dès que les ressources seront disponibles et que le gouvernement ou l'ONG



partenaire de l'exécution aura fourni les informations requises dans une lettre d'accord indiquant les plans de travail et les ressources disponibles pour la première année d'exécution. En consultation avec les services du siège du PAM, le bureau de pays approuvera le démarrage des opérations.

83. En cas d'urgence dans une zone d'action, le PAM s'efforcera d'inclure les personnes sinistrées dans la population des bénéficiaires existants à l'aide des ressources disponibles pour l'activité en cours dans la zone concernée. En cas de crise grave et de grande ampleur, le gouvernement déclarera l'état d'urgence dans la zone concernée et demandera officiellement au PAM une aide alimentaire d'urgence pour les familles sinistrées.

---

## EVALUATION

84. Une évaluation interne périodique est envisagée pour chaque activité, sur la base des indicateurs mentionnés ci-dessus. Il conviendra d'évaluer l'amélioration de la sécurité alimentaire, ainsi que la participation des femmes, l'organisation communautaire, l'augmentation de la fréquentation préscolaire, l'amélioration de la productivité et le développement communautaire. Les capacités des organismes chargés de l'exécution, l'allocation des ressources et la coordination interinstitutionnelle feront aussi l'objet d'une évaluation. Ces évaluations devraient être menées avec la pleine participation du gouvernement, des représentants des bénéficiaires et des autres organismes et institutions participant au programme de pays.
85. Une évaluation finale aura lieu pour chaque activité menée à bien, afin d'en évaluer l'impact sur la zone et le secteur considérés. Le programme de pays sera soumis ensuite à une évaluation formelle détaillée au début de la troisième année d'exécution (c'est-à-dire en 2000) afin de déterminer son impact sur les groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les pauvres. Les enseignements critiques retirés seront mis en relief dans toutes les évaluations.



**VENTILATION DES DÉPENSES DU PROGRAMME ÉTABLI POUR LE GUATEMALA 1998-2002 (en dollars)**

Objet de dépense	Activité fondamentale No 1		Activité fondamentale No 2		Activité fondamentale No 3		Activité complémentaire No 1		Activité complémentaire No 2		Activité complémentaire No 3	
	Coût par tonne	Total	Coût par tonne	Total	Coût par tonne	Total	Coût par tonne	Total	Coût par tonne	Total	Coût par tonne	Total
Nombre de bénéficiaires		40 000		62 500		20 200		10 000		20 000		20 200
Produits (milliers de tonnes) - total	52,0		16,5		4,0		1,7		4,5		4,0	
1998	10,4		3,3		0,8		1,7		0,9		0,8	
1999	10,4		3,3		0,8		-		0,9		0,8	
2000	10,4		3,3		0,8		-		0,9		0,8	
2001	10,4		3,3		0,8		-		0,9		0,8	
2002	10,4		3,3		0,8		-		0,9		0,8	
Produits	132	6 890	197,2	3 267,4	1 067,4	430 580	200,9	942 230	287,4	1 287,4		
Fret	33	1 722	49,3	815 667,9	272 567,0	107 650	50,2	235 557,0	71,0	272 557,0		
TIEM							99 600					
Coûts de soutien directs		280 000		420 000		80 000		203 290		230 000		
Coûts de soutien indirects (13,9 pour cent)				625 260		200 540		116 910		195 680		189 000
TOTAL PAM		8 893		5 162		1 662		958 040		1 660		1 660
TOTAL GOUVERNEMENT		36 600		1 800		500 000		300 000		300 000		500 000



**ANNEXE**

